6. 1923—Travaux à la journée.
1924—Travaux à la journée.
7. 1923—George Allard, \$4.00 par jour.
1924—George Allard, \$4.00 par jour.
8. 1923 et
1924—Pas de vieux bois vendu.
9. 1923 et
1924—Il n'est pas resté de bois neuf non utilisé.
10. Voir réponse sous le numéro 9.
11. Il n'en a pas été vendu.
12. \$882.57.
13. 9,061 pieds.
14. 1923-1924—Ni entrepreneur ni inspecteur, l'ouvrage ayant été fait sous la direction d'un contremaître.

LE POISSON DES PROVINCES MARITIMES

M. MacLEAN (Prince) demande:

1. Le département de la Marine et des Pêcheries a-t-il fait un arrangement avec M. Hugh Green au sujet de l'expédition en Grande-Bretagne du poisson des Provinces maritimes?
2. Le Gouvernement accorde-t-il une aide quelconque?
3. Dans l'affirmative, quelle en est la nature, et en quels endroits des Provinces maritimes l'arrangement fonctionnera-t-il?

L'hon. M. CARDIN (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. Non.
- 2 et 3. Répondu sous le numéro 1.

Mme JEAN MULDREW

M. DOUCET demande:

1. Mme Jean Muldrew est-elle à l'emploi de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quels sont ses appointements annuels?
3. A combien se sont chaque année élevés ses frais de déplacement et autres qui ont été de acquittés par la trésorerie?
4. A-t-elle droit à la préférence prescrite par l'article 39 de la loi du service civil à ceux qui ont fait du service militaire outre-mer pendant la guerre, ou à la veuve d'un soldat?

L'hon. J. A. ROBB (ministre intérimaire des Finances):

1. Oui.
2. \$3,000.
- 3.

1919-20..	\$1,123 65
1920-21..	1,636 51
1921-22..	1,404 26
1922-23..	862 08
1923-24 au 30 septembre 1923..	856 27

*Du 1er octobre 1923 au 31 mars

1924..	1,139 23
*1924-25..	280 28

4. Non, sa nomination est antérieure à cet article de la loi, mais c'est une veuve dont le fils unique a été tué au front en 1915.

*Attachée au département de l'Immigration et de la Colonisation, à titre d'employée spéciale.

[L'hon. M. King.]

LES FRAUDES DANS LE DISTRICT MILITAIRE
N° 10

M. WOODSWORTH demande:

1. Combien d'officiers et autres personnes ont été destitués pour participation aux fraudes révélées par la commission Campbell au sujet des ventes de houille?
2. Combien y avait-il de sous-officiers parmi eux?
3. Combien étaient simples soldats?
4. Combien étaient des ouvriers?

L'hon. M. MACDONALD (ministre de la Défense nationale): Aucun. Le Gouvernement a pris des mesures pour faire passer en cour martiale le lieutenant colonel G. F. C. Poussette, directeur du service du train et de l'approvisionnement qui était principalement chargé de voir à l'arrivée du charbon aux bâtisses de la milice à Winnipeg. La question du renvoi et de la punition des officiers, soldats et ouvriers est à l'étude.

LA CONSUMERS GLASS COMPANY

M. DESLAURIERS demande:

1. Le Gouvernement sait-il que la Consumers Glass, de Verdun, par l'entremise de son surintendant M. Goddard, a embauché des ouvriers ordinaires à Zana-ville (Ohio), dans un établissement où l'Union n'est pas reconnue, au cours de la semaine du 20 au 25 février 1925, et que ces étrangers briseurs de grève ont pris la place des citoyens du Canada dans l'usine?
2. Le Gouvernement peut-il dire si MM. Crest et Millar, actuellement inscrits à l'hôtellerie Dombrio, ainsi que leurs compagnons, n'ont pas violé la loi de l'Immigration pour entrer au Canada?
3. S'ils sont irrégulièrement entrés au pays, le Gouvernement doit-il les déporter?
4. Est-il vrai que l'industrie Consumers Glass contrevient à la loi en employant des jeunes filles après neuf heures du soir et jusqu'à sept heures du matin, même le dimanche?

L'hon. JAMES MURDOCK (ministre du Travail):

1. Pas de renseignement.
2. Le département de l'Immigration et de la Colonisation ne connaît rien au sujet de Crest et Millar et ne peut répondre quant à ce dernier, à moins qu'on ne lui fournisse les noms de leurs compagnons.
3. S'il est prouvé que ces hommes sont entrés irrégulièrement au Canada le ministère de l'Immigration et de la Colonisation prendra des mesures pour les renvoyer.
4. Aucun renseignement.

TERRES DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE
D'HUDSON

M. GOOD demande:

1. A-t-on donné des terres à la compagnie de la baie d'Hudson depuis dix ans?
2. Dans l'affirmative, (a) combien, (b) où, (c) pour quelle considération, et (d) pourquoi?

L'hon. M. STEWART (ministre de l'Intérieur):

1. Oui.
2. a) 98,059.94 acres.
b) Dans les provinces des Prairies et les territoires du Nord-Ouest.